.....
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
.....

PRIX PRESIDENTIEL

Décret n° 90-2053 du 10 décembre 1990 portant attribution du grand prix du président de la République pour la promotion des cultures arboricoles au titre de la campagne 1989-1990.

Le Président de la République;

Vu la loi n° 63-17 du 27 mai 1963 portant encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture;

Vu le décret n° 77-655 du 15 août 1977 instituant le Grand prix du Président de la République pour la promotion des cultures arboricoles et notamment son article 3;

Sur proposition du ministre de l'agriculture;

Décète :

Article premier. — Le grand prix du Président de la République pour la promotion des cultures arboricoles au titre de la campagne 1989-1990 est décerné au gouvernorat de Kasserine.

Art. 2. — Le grand prix du Président de la République est décerné aux personnes physiques suivantes du gouvernorat de Kasserine.

Noms et prénoms	Imadat	Délégation
Barkaoui Habib	Foussana	Foussana
Barkaoui Abdelmajid	Foussana	Foussana
Boulila Moheddine	Foussana	Foussana
M'Hedbi Ali	Ithmad	Sbiba
Bellili Tahar	Sbiba	Sbiba

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 10 décembre 1990.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

DEROGATION

Par décret n° 90-2054 du 10 décembre 1990 :

Une dérogation de maintien en activité dans le secteur public d'une durée d'une année à compter du 1er décembre 1990 est accordé à Monsieur Morched Ben Ali, administrateur général au ministère de l'agriculture.

.....
MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT
.....

NOMINATION

Par décret n° 90-2055 du 10 décembre 1990 :

Monsieur Mohamed Chédli El-Kochbati, contrôleur général des services publics est chargé des fonctions de directeur général du recensement des biens publics au ministère des domaines de l'Etat.

.....
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT
.....

PROJETS DE BATIMENTS CIVILS

Arrêté du ministre de l'équipement et de l'habitat du 10 décembre 1990, portant fixation des projets de bâtiments civils, à caractère national, départemental, régional et local.

Le ministre de l'équipement et de l'habitat;

Vu le décret n° 74-93 du 15 février 1974, fixant les attributions du ministère de l'équipement;

Vu le décret n° 78-71 du 16 janvier 1978, portant approbation du cahier des conditions administratives générales réglementant les missions d'architectures et d'ingénieries assurées par les prestataires de droit privé pour la réalisation des bâtiments civils;

Vu le décret n° 85-419 du 19 mars 1985, portant réorganisation de l'administration régionale du ministère de l'équipement et de l'habitat;

Vu le décret n° 88-1413 du 22 juillet 1988, portant organisation du ministère de l'équipement et de l'habitat;

Vu le décret n° 89-375 du 24 mars 1989, fixant la nature des dépenses à caractère régional;

Vu le décret n° 89-457 du 24 mars 1989, portant délégation de certains pouvoirs des membres du gouvernement aux gouverneurs;

Vu le décret n° 89-442 du 22 avril 1989, portant réglementation des marchés publics;

Vu le décret n° 89-1979 du 23 décembre 1989, portant réglementation de la construction des bâtiments civils et notamment son article 5;

Vu l'avis du conseil des bâtiments civils;

Arrête :

Article premier. — Les projets de bâtiments civils à caractère national pour lesquels le ministère de l'équipement et de l'habitat est le maître d'ouvrage délégué, en vertu de l'article 5 du décret n° 89-1979 du 23 décembre 1989 sus-visé sont ceux qui répondent à un ou à plusieurs des critères suivants :

— Difficultés intrinsèques : grande hauteur, portée importante, structures difficiles ou performances exceptionnelles;

— Multiplicité des fonctions entraînant une complexité de conception liée au nombre des fonctions assignées aux ouvrages par le programme.

— Multiplicité des techniques entraînant une complexité d'exécution liée au nombre de techniques spéciales à coordonner;